MONTREUIL, le 13 juin 2025

Le ministre de la Santé annonce un plan pour « réparer » la psychiatrie. Mais, de qui se moque-t-on ?

Le ministre de la Santé a présenté ce mercredi 11 juin son plan « *santé mentale* » pour répondre aux besoins de cette grande cause nationale. Le ministre dans la droite ligne de ces prédécesseurs, et dans les pas de la Commission Nationale Psychiatrie du gouvernement Macron, poursuit, avec les 3 axes de ce plan la continuité de la destruction de la prévention de la santé mentale et du soin psychique.

Les mêmes éléments de langage servent à cacher l'indigence des propositions de ce plan :

- Repérage et intervention précoce sur les troubles psychiques,
- Favoriser une psychiatrie de proximité lisible et accessible.

Dans la lignée de mon Soutien Psy, un égrenage de gadget vient répondre aux manques de professionnels et de moyens :

- Deux adultes « *repères* » dans les établissements du second degré,
- Mobilisation des étudiants en santé pour former les jeunes aux compétences psychosociales,
- Formation de 300 000 secouristes en santé mentale d'ici 2027.

La psychiatrie est aujourd'hui exsangue sous les coups des politiques de restrictions budgétaires appliqués à la santé par tous les gouvernements successifs. Personne ne peut plus l'ignorer désormais.

Pendant 20 ans c'est délibérément, volontairement et méthodiquement que cette politique de destruction a été poursuivie.

Entre 2018 (avant le COVID) et 2022 10 % des lits autorisés existants avaient déjà disparu et le rapport de la DRESS démontre la perte de 5 000 lits en 12 ans.

Et la destruction s'est même accélérée ces dernières années, avec la fermeture de 1 200 lits entre 2022 et 2023.

En 2023, sur le nombre de lits autorisés pour accueillir les patients, la Fédération CGT de la Santé et de l'Action Sociale a recensé la fermeture par manque de personnel paramédical ou médical de 16 et 20 % d'entre eux, y compris des lits d'UMD et d'UHSA (pris dans le courrier d'avril 2023 de la fédé à la ministre Vautrin).

M. le ministre, les larmes de crocodiles et les promesses creuses ne pourront suffire à cacher les responsables de la situation actuelle !

L'urgence est :

- Le recrutement massif de professionnels,
- De réouvrir des lits pour répondre aux besoins de la population,
- De garantir l'ouverture de structures d'hospitalisation, de consultation accessible à tous, de proximité,
- De compenser le sous-financement historique de la psychiatrie publique et de garantir un budget global par établissement, pérenne, et à la hauteur des besoins réels de la population.

Assez de paroles sans actes concrets !

D'ores et déjà la CGT se prépare à la mobilisation en direction du ministère pour aller chercher nos revendications à la rentrée, avant les discussions budgétaires.

Fédération de la Santé et de l'Action Sociale

Responsable Communication - Jérémie Prigent : 06 51 86 19 97 / Case 538 - 263 rue de Paris - 93515 Montreuil CEDEX